PÉTITION

100% DE BIO DANS NOS CANTINES : C'EST POSSIBLE !

Suite à la mobilisation lors de la Semaine Nationale pour les alternatives aux pesticides, un Collectif formé d'associations et de citoyens vient de se créer dont l'objectif principal est de militer pour le maintien d'une agriculture respectueuse de l'environnement et de la santé.
La première action du Collectif 34 pour les alternatives aux pesticides est de faire pression auprès des élus de notre territoire pour la mise en place dans la restauration scolaire et collective de produits 100% bio et locaux.
Des nombreuses villes partout en France ont déjà franchi le pas :
Mouans-Sartoux, ville de 10 000 habitants dans les Alpes Maritimes, a passé sa restauration scolaire (151000 repas annuels) en 100% Bio depuis le 1er janvier 2012.
Barjac une petite commune de 1500 habitants dans le Gard et ville d'accueil du film « Nos enfants nous accuseront » fabrique et sert des repas bio pour son restaurant scolaire, mais aussi pour plusieurs communes voisines depuis 2008.
Depuis le 1er janvier 2014, la totalité des 2800 repas servis dans les écoles maternelles et primaires de la ville de **Saint Etienne** sont issus de l'agriculture biologique…
D'autres collectivités sont en train de s'inscrire sans cette démarche.

Malgré une demande forte pour le bio, le modèle agricole dominant qui demeure pour l'instant est productiviste et intensif et désastreux :

➢ **pour l'environnement** : La France reste le 1er utilisateur de pesticides en Europe et la qualité des eaux et des écosystèmes ne cesse de se détériorer.

➢ **pour la santé** : les pesticides posent un problème de santé publique majeur avec notamment le risque de développer des cancers pour les personnes exposées.

➢ **pour le climat** : les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation représentent près de 36 % des émissions de gaz à effet de serre. L'absurdité des milliers de kilomètres parcourus par les aliments pour aller « du champ à l'assiette » en est une des causes principales.

➢ **pour l'emploi et l'aménagement du territoire** :
200 fermes disparaissent chaque semaine
78 000 hectares de terres agricoles disparaissent chaque année (soit un département tous les 7 ans), accélérant ainsi la désertification rurale et le bétonnage.

Il y a donc urgence à agir pour que l'agriculture entame sa transition écologique !

C'est pourquoi, l'obligation pour l'État et les collectivités de devenir exemplaires dans leur approvisionnement en alimentation bio et locale constituera un effet de levier formidable pour développer une agriculture respectueuse de l'environnement et des êtres humains dans les prochaines années.

Le Groupe Citoyen de Lansargues et l'Association Ouvre-Tête